

# Annexe 4 – LISTE DES SITUATIONS ET JUSTIFICATIFS CORRESPONDANTS

CRITERES	SITUATIONS	Cocher la ou les situations correspondantes	JUSTIFICATIFS A PRODUIRE
Tenant aux priorités légales	<b>Rapprochement de conjoint ou de partenaire d'un pacte civil de solidarité (Pacs) :</b> Date d'éloignement : ____/____/____ Distance et durée du trajet « aller » entre les résidences professionnelles : ____ Km ____ mn		
	Exigences spécifiques :		
	<b>Agents mariés</b> avant le 31 décembre 2021 <b>et séparés</b> de leur conjoint <b>pour des raisons professionnelles</b>	<input type="checkbox"/>	Copie du livret de famille <b>ou</b> extrait d'acte de mariage de moins de trois mois <b>Et</b> Justificatif de domicile de moins de trois mois pour l'agent et son conjoint
	<b>Agents séparés pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel ils sont liés par Pacs</b> établi avant le 31 décembre 2021, lorsqu'ils produisent la preuve qu'ils se soumettent à l'obligation d'imposition commune prévue par le code général des impôts	<input type="checkbox"/>	Copie du récépissé d'enregistrement de la déclaration de Pacs établi par le notaire <b>ou</b> copie de la convention de Pacs comportant le visa d'enregistrement au tribunal d'instance ou de la mairie compétents <b>ou</b> production d'un extrait d'acte de naissance de chacun des partenaires établi depuis moins de trois mois <b>Et</b> Déclaration sur l'honneur, signée par les deux partenaires, d'engagement à se soumettre à l'imposition commune pour les revenus perçus au titre de l'année 2021 + avis d'imposition 2021 sur revenus 2020 établi aux deux noms <b>Et</b> Justificatif de domicile de moins de trois mois pour chaque partenaire
	Exigences communes :		
	- situation familiale : prise en compte des enfants nés et reconnus par les deux parents au plus tard le 31 décembre 2021, âgés de moins de 20 ans et fiscalement à charge ou de l'enfant à naître reconnu par anticipation au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2022	<input type="checkbox"/>	Selon le cas : - Certificat de grossesse <b>et</b> attestation de reconnaissance anticipée - <b>Ou</b> copie du livret de famille <b>ou</b> extrait d'acte de naissance de l'enfant datant de moins de trois mois - <b>et</b> avis d'imposition reçu en 2021, établi au titre des revenus perçus en 2020, faisant apparaître la prise en charge fiscale de(s) l'enfant(s)
	- le conjoint doit exercer une activité professionnelle ou être inscrit comme demandeur d'emploi auprès de Pôle emploi, après cessation d'une activité professionnelle	<input type="checkbox"/>	Attestation de l'activité professionnelle du conjoint (CDI ou CDD sur la base des trois derniers bulletins de salaire, pour les professions indépendantes, dernière déclaration à l'URSSAF ou extrait Kbits de moins de 3 mois, ...) En cas de chômage, attestation récente d'inscription à Pôle Emploi et attestation de la dernière activité professionnelle, ces deux éléments servant à déterminer la résidence professionnelle du conjoint

# DOSSIER MOBILITÉ

CRITERES	SITUATIONS	Cocher la ou les situations correspondantes	JUSTIFICATIFS A PRODUIRE
Tenant aux priorités légales (suite)	Agents reconnus travailleurs handicapés relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail, bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 :	<input type="checkbox"/>	Pour l'ensemble de ces situations : Produire la copie de la décision correspondante de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH)
	- les travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie ;	<input type="checkbox"/>	
	- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % - <u>et</u> les titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;	<input type="checkbox"/>	
	- les titulaires d'une pension d'invalidité à condition que l'invalidité réduise au moins des deux tiers la capacité de travail ou de gain ;	<input type="checkbox"/>	
	- les anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension d'invalidité ;	<input type="checkbox"/>	
	- les titulaires de la carte d'invalidité délivrée par la commission des droits et de l'autonomie, dès lors qu'elle constate un pourcentage d'incapacité permanente d'au moins 80 % <u>ou</u> lorsque la personne a été classée en 3 <sup>ème</sup> catégorie de la pension d'invalidité de la sécurité sociale ;	<input type="checkbox"/>	
	- les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité pour les sapeurs-pompiers volontaires ;	<input type="checkbox"/>	
	- les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.	<input type="checkbox"/>	
	Agents qui exercent ou ont exercé leurs fonctions dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles, pendant au moins cinq ans à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2000 et selon les modalités fixées par le décret n° 95-313 du 21 mars 1995	<input type="checkbox"/>	Copie de l'arrêté d'affectation
	Agents qui justifient du centre de leurs intérêts matériels et moraux (CIMM) dans une des collectivités régies par les articles 73 et 74 de la Constitution	<input type="checkbox"/>	Justificatifs d'au moins quatre des critères du CIMM figurant dans le <b>tableau en annexe 6</b>

CRITERES	SITUATIONS	Cocher la ou les situations correspondantes	JUSTIFICATIFS A PRODUIRE
Tenant à la situation individuelle ou familiale	<b>Rapprochement de la résidence de l'enfant :</b>	<i>Enumération des différentes situations illustrant le rapprochement de la résidence de l'enfant quand l'agent n'est ni pacsé, ni marié</i>	
	- agent non marié, ni pacsé ayant un enfant de moins de 20 ans ou à charge fiscalement reconnu par les deux parents	<input type="checkbox"/>	Photocopie du livret de famille ou extrait(s) d'acte de naissance du ou des enfant(s) datant de moins de trois mois  <b>Et</b> Copie du dernier avis d'imposition
	- agent non marié, ni pacsé ayant reconnu par anticipation, au plus tard le 31 décembre 2021, un enfant à naître	<input type="checkbox"/>	Acte de reconnaissance de paternité
	- agent vivant en concubinage, (article 515-8 du code civil), au plus tard au 31 décembre 2021	<input type="checkbox"/>	Certificat de concubinage, établi par la commune de résidence des concubins avant le 31 décembre 2021  <b>Ou</b> Déclaration sur l'honneur signée par les deux concubins  <b>Et</b> Copie des avis d'imposition de chaque concubin reçus en 2021 et établis, à la même adresse, au titre des revenus perçus en 2020  <b>Ou</b> Justificatif de domicile de moins de trois mois faisant apparaître le nom de chaque concubin  <b>Ou</b> Attestation sur l'honneur de résidence dans un rayon de 80 km au plus, signée des deux concubins
	- agent non remarié, ni Pacsé ou célibataire ayant la garde d'un ou plusieurs enfants de moins de 20 ans au 31 décembre 2021, résidant chez lui (seuls les enfants à la charge de l'agent sont pris en compte)	<input type="checkbox"/>	Livret de famille (POUR LES AGENTS SEPARES OU DIVORCES)  <b>Ou</b> Acte de naissance de(s) l'enfant(s)  <b>Et</b> Copie de la décision de justice fixant la garde de(s) l'enfant(s) et son lieu de résidence principale
	- agent assurant la garde partagée de son(ses) enfant(s) de moins de 20 ans ou à charge fiscalement dont la résidence principale est fixée à son domicile ou qui souhaite, par sa mutation, se rapprocher de la résidence de son(ses) enfant(s)	<input type="checkbox"/>	<i>Dans le cadre d'une <b>garde partagée</b>, joindre, en plus, tout justificatif de moins de trois mois attestant de la domiciliation de(s) l'enfant(s)</i>  <b>Et</b> Avis d'imposition reçu en 2021, établi au titre des revenus perçus en 2020, faisant apparaître la prise en charge fiscale de(s) l'enfant(s)

# DOSSIER MOBILITÉ

CRITERES	SITUATIONS	Cocher la ou les situations correspondantes	JUSTIFICATIFS A PRODUIRE
Tenant à la situation individuelle ou familiale (suite)	Parent exerçant seul l'autorité parentale	<input type="checkbox"/>	<p>Copie de la décision de justice fixant la garde de l'enfant (en cas de séparation ou divorce)</p> <p><b><u>Ou</u></b></p> <p>Copie du livret de famille (en cas de décès du conjoint)</p> <p><b><u>Et</u></b></p> <p>Avis d'imposition reçu en 2021, établi au titre des revenus perçus en 2020, faisant apparaître la prise en charge fiscale de(s) l'enfant(s) en qualité de parent isolé</p>
	Agents ayant la qualité de proche aidant au sens de la sous-section 3 de la section 1 du chapitre II du titre IV du livre Ier de la troisième partie du code du travail.	<input type="checkbox"/>	<p>Définition de proche aidant : lorsque l'une des personnes suivantes présente un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité : 1° Son conjoint ; 2° Son concubin ; 3° Son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ; 4° Un ascendant ; 5° Un descendant ; 6° Un enfant dont il assume la charge au sens de l'article (L. 512-1 du code de la sécurité sociale) ; 7° Un collatéral jusqu'au quatrième degré ; 8° Un ascendant, un descendant ou un collatéral jusqu'au quatrième degré de son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité ; 9° Une personne âgée ou handicapée avec laquelle il réside ou avec laquelle il entretient des liens étroits et stables, à qui il vient en aide de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne.</p> <p><b>Pièces à fournir :</b></p> <p>Déclaration sur l'honneur soit du lien familial du salarié avec la personne aidée, soit de l'aide apportée à une personne âgée ou handicapée avec laquelle il réside ou entretient des liens étroits et stables</p> <p><b><u>Et</u></b></p> <p>Copie de la décision justifiant d'un taux d'incapacité permanente au moins égal à 80 % (si la personne aidée est un enfant handicapé à sa charge ou un adulte handicapé)</p> <p><b><u>Ou</u></b></p> <p>Copie de la décision d'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie (Apa) au titre d'un classement dans les groupes I, II et III de la grille Aggir (lorsque la personne aidée souffre d'une perte d'autonomie).</p>



CRITERES	SITUATIONS	Cocher la ou les situations correspondantes	JUSTIFICATIFS A PRODUIRE
<b>Tenant à la situation individuelle ou familiale (suite)</b>	Agent ayant à charge fiscalement un(des) enfant(s) ou un ascendant(s)	<input type="checkbox"/>	Avis d'imposition reçu en 2021, établi au titre des revenus perçus en 2020, faisant apparaître la prise en charge fiscale de(s) l'enfant(s) ou de(s) l'ascendant(s) à charge <b><u>Ou</u></b> Attestation de moins de trois mois établie par le centre des impôts <b><u>Et</u></b> Justificatif de domicile de moins de trois mois
	Agents fonctionnaires de l'enseignement agricole technique public <b>mariés, pacsés ou en concubinage</b> avant le 31 décembre 2021 souhaitant une <b>affectation double</b> préservant leur vie commune	<input type="checkbox"/>	Livret de famille <b><u>Ou</u></b> Preuve d'enregistrement du Pacs ( <i>référence à la page 1 ci-dessus</i> ) <b><u>Ou</u></b> Certificat de concubinage établi par la commune de résidence des concubins avant le 31 décembre 2021 <b><u>Ou</u></b> Déclaration sur l'honneur signée des deux concubins <b><u>Et</u></b> Copie de l'avis d'imposition commune reçu en 2021 et établi au titre des revenus perçus en 2020 <b><u>Ou</u></b> Copie des avis d'imposition 2021 de chaque concubin établis à la même adresse <b><u>Ou</u></b> Justificatif de domicile de moins de trois mois faisant apparaître les deux noms <b><u>Ou</u></b> Attestation sur l'honneur de résidence dans un rayon de 80 km au plus
<b>Tenant au bon fonctionnement du service</b>	Expérience professionnelle / Situation de carrière	<input type="checkbox"/>	Dernière décision d'affectation sur le poste occupé
	Pourvoir les postes déficitaires en titulaires	<input type="checkbox"/>	Candidature sur un emploi affecté dans l'un des établissements figurant sur la liste publiée en annexe 3 de la note de service
	Réintégration d'agents détachés dans une autre structure administrative	<input type="checkbox"/>	Demande écrite de réintégration et copie de la décision de l'administration d'accueil de ne pas renouveler le détachement <b><u>Ou</u></b> Copie du courrier de l'agent indiquant à l'administration d'accueil son souhait de ne pas renouveler son détachement
	Réintégration d'agents dont le congé de longue durée (égal ou supérieur à 1 an) arrive à expiration	<input type="checkbox"/>	Demande écrite de réintégration
	Réintégration d'agents placés en disponibilité de droit pour une période égale ou supérieure à 1 an	<input type="checkbox"/>	Demande écrite de réintégration